

Travailler plus : qui, quand, comment, pourquoi ?

Compte rendu – Le Forums Mac Mahon – réunion du 17 décembre 2019

Par Denis KLEIBER, Régis DE LAROULLIERE et Rainier BRUNET

Le deuxième « Forum Mac Mahon » qui s’est tenu dans les locaux du CPF le 17 décembre 2019 portait sur le thème « Travailler plus », thème ô combien sujet à polémiques, pour ne pas dire tabou depuis le passage aux 35 heures.

Ce thème a refait irruption dans le débat public français au printemps 2019 à l’occasion du grand débat, alors même qu’il était jusque-là essentiellement cantonné aux discussions sur l’équilibre de nos régimes de retraite.

Or, la problématique de la durée du travail embrasse beaucoup d’autres concepts ayant des conséquences macroéconomiques, sociales et culturelles structurantes pour la société. La diversité des approches, des idées, des interrogations soulevées par chacun des participants lors du forum en est une parfaite illustration et montre, s’il en était besoin, que ce sujet est porteur de riches débats. L’interrogation de la note introductive « travailler plus pour produire et consommer davantage » semble loin de résumer la problématique.

Constats

En préambule, sont rappelées quelques données chiffrées.

Sur sa durée de vie, un Américain passe 16% de son temps à travailler, un Français 12%.

La durée de travail annuel rapportée au nombre d’habitants, analysée au sein des pays de l’OCDE, montre une très large variété de situations (chiffres 2017) : 635 heures en France, 709 heures en Espagne et 713 en Italie, 729 heures en Allemagne, 752 heures dans l’Union européenne, 830 heures aux Etats-Unis et 911 heures au Japon, sans compter la Corée du Sud avec 1.048.

L'idée dominante semble être qu'avec le progrès technique, la tendance de long terme à la réduction du travail est inscrite dans l'histoire. Après près de 40 années de réformes visant à réduire la durée légale du travail, nous avons réduit le temps de travail au niveau le plus faible de tous les pays de l'OCDE. Nous sommes certes un peu plus productifs que les autres mais cela n'a pas empêché notre pays de se situer, contrairement à l'objectif visé, parmi ceux ayant un des taux de chômage les plus élevés (8,5% à comparer à 6,3% dans l'Union européenne).

Il est remarqué au regard du chômage que les pays à forte robotisation n'ont pas de problème d'emplois, les personnes les plus qualifiées ayant le niveau suffisant pour faire face à l'évolution de la technologie, les autres étant employées pour assurer la production.

Le constat s'est également porté sur la perception du mot « travail ». Il aurait à présent auprès d'une large partie de la population une connotation négative, en attesterait par exemple dans l'actualité le point de débat et de blocage sur la réforme des retraites portant sur l'allongement de la durée du travail. Certains datent des années 80 le changement faisant passer d'une signification positive à une perception plus négative, changement illustré par la création d'un « ministère du temps libre » en 1981.

Pour beaucoup, le travail n'est plus enviable, n'est plus un « objet de plaisir ».

L'importance du système fiscal sur le travail est mise en exergue. En France, il a un rôle redistributif important et vise entre autres à ne pas pérenniser à l'identique la transmission des situations patrimoniales acquises, contrairement à ce qui serait le cas aux Etats-Unis par exemple.

L'importance de la culture est également soulignée. Le travail a modelé la société. C'est beaucoup moins vrai en France maintenant alors qu'il est fondamental aux Etats-Unis, où le statut social est totalement attaché au travail, où la retraite est fondée sur la capitalisation, souvent liée à des fonds de l'entreprise, où la couverture de santé est liée au contrat de travail et où la transmission patrimoniale est importante. L'uberisation commence cependant à modifier cet état de chose.

Il est également souligné que le code du travail ne concerne que le travail salarié. Or, une part croissante de la population (environ un tiers en France) se trouve dans des activités non régies par le code du travail, tendance qui se retrouve au niveau mondial. Or, le code du travail est fondamental pour tout ce qui concerne les aspects assurances individuelles et les droits individuels sur le lieu de travail. Cette partie de la population non salariée est appelée en Espagne « Autonomous » : ces personnes ne sont ni dépendantes ni subordonnées...

Principales questions évoquées

Il est convenu de mettre dans le débat différentes questions qui semblent importantes aux participants, sans chercher à ce stade à proposer une vue aboutie sur les sujets mis en partage.

Comment arrivons nous à cumuler en France travail repartagé à plusieurs reprises, faible quantité de travail globalement effectué, et fort chômage ? L'idée du partage du travail, généreuse en soi, n'a malheureusement pas eu l'impact espéré sur le chômage. N'a-t-on pas détruit davantage de travail que l'on en a créé, alors que le travail créerait le travail ? En réduisant par exemple la durée légale du travail de 39 à 35 heures, on a essayé d'améliorer la productivité et de donner des emplois aux chômeurs, mais l'heure travaillée coûte plus cher et les prélèvements sociaux sont de facto plus lourds. Aussi la rémunération minimale que doit financer l'employeur rapportée au travail fourni est parmi les plus élevées de l'OCDE.

Est-ce la raison pour laquelle notre marché du travail est perçu comme particulièrement inhospitalier ? Il est difficile d'y entrer (chômage des jeunes, difficulté à obtenir un premier CDI) ou d'y revenir quand on en sort (taux d'emploi des séniors, durée moyenne du chômage comparée aux autres pays).

Comment le changement de perception du mot travail s'est-il instillé ? Trouver un équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle est salutaire mais faut-il magnifier pour autant l'inactivité, le loisir, voire ce que certains décrivent comme un comportement de rentier ? Un des intérêts majeurs de l'existence

est d'être au contact de ses contemporains ; la relation sociale est à cet égard fondamentale.

Le passage aux 35 heures aurait enrayé notre système économique. Les grandes entreprises ont suivi, pensant créer davantage de travail pour les chômeurs. Elles n'ont pas été, du coup, solidaires des PME qui en ont largement souffert ; alors qu'en Allemagne, le système économique industriel repose sur une répartition bien ordonnée entre PME et grandes entreprises.

Le travail a longtemps été synonyme d'insertion dans la société, de fierté, de support d'un contrat gagnant/gagnant. Maintenant, il semble que le travail ait perdu de son sens. Quel engagement y a-t-il derrière le mot « travail » ? Que sera demain, si je n'ai plus l'envie, la force, la capacité de le faire ? Un sentiment de terrible précarité s'est développé, générant inquiétude pour soi et pour ses enfants. Les situations sont en fait diverses : dans le monde du travail, il y a celui des grandes entreprises, exposées à la compétition mondiale, et celui des territoires dans lesquels on retrouve notamment l'essentiel des gilets jaunes. Pendant des décennies s'est ancrée l'idée que le travail serait en quantité limitée, avec pour conséquence la nécessité d'un partage de ce travail. Dans ce cadre, pourquoi s'engager puisque le travail serait une quantité exogène sur laquelle je n'ai aucune prise.

On s'est également interrogé sur le consentement au travail. Les participants ont le ressenti que, dans la période récente, c'est le consentement au travail qui se serait effondré. Or, ce consentement est essentiel, comme il l'est pour l'impôt. Ce sont les facteurs qui ont conduit à la disparition de ce consentement qu'il convient d'analyser et de corriger. Peut-être portent-ils principalement sur le travail salarié.

Le contrat de travail a perdu de son sens ou de sa force car les jeunes générations en auront plusieurs au cours de leur vie. En outre, il y a de plus en plus de porosité entre temps privé et temps de travail. Par ailleurs, le travail est une nécessité vitale mais n'est plus vu comme un moyen de s'enrichir.

La création du temps libre a provoqué un changement de civilisation. L'économie du bien-être a fini par impulser des ambiances de démotivation dans le travail. La robotisation des tâches a éliminé nombre de métiers pénibles. L'Intelligence artificielle va-t-elle créer des emplois ou en supprimer ?

Sans doute, les deux mais il est difficile d'en mesurer dès à présent les effets. Il suffit de voir les conséquences indirectes du télétravail – et des e-mails- sur les intermédiaires qui se trouvent contournés ou tout simplement éliminés d'un certain nombre de process.

Les perspectives, avec le développement de l'intelligence artificielle, sont incertaines. Beaucoup de nouveaux métiers vont être créés et c'est la capacité d'adaptation de chacun qui sera déterminante.

Les jeunes générations veulent-elles profiter de la société d'abondance, ou travailler. Leurs représentants aux débats ont clairement la seconde perception. Mais ils ont besoin de modèles et sont très certainement plus exigeants sur la qualité des métiers proposés car ils veulent s'y sentir bien. D'où une tendance à être plus mobiles que les générations antérieures, à multiplier les expériences pour apprendre, à s'orienter prioritairement vers des petites structures, voire des start ups où les codes sont beaucoup plus souples que dans les grandes organisations. Les jeunes ne recherchent pas forcément les CDI, utiles essentiellement pour pouvoir emprunter à long terme pour le logement. La question du sens est soulignée.

Le consentement au travail devrait pour certains être étroitement corrélé à la formation professionnelle d'une part et à la formation continue d'autre part, le développement de celle-ci devant permettre de résoudre le problème de l'employabilité des seniors.

Solutions esquissées

Une première remarque ressort des échanges. Le titre de notre débat, « travailler plus », n'est probablement pas adapté à notre environnement actuel. Il n'est pas entendu au sens que lui donnent ceux qui l'emploient. Ce point de langage et de compréhension mutuelle appelle un approfondissement.

Deuxième remarque, les échanges repris ci-dessus ont beaucoup porté sur les aspects philosophiques, culturels, sociaux du travail, bien plus que sur les aspects économiques. Ils ont témoigné de la variété des situations, des

approches, des contextes, des générations... Ceci appelle échanges complémentaires et approfondissements.

Pour ce qui est du constat, il conviendra probablement de creuser davantage certains points en s'appuyant sur des données chiffrées plus détaillées de l'INSEE, de l'OCDE ou d'Eurostat afin de partir d'une base qui fasse consensus.

Il est décidé de consacrer la prochaine réunion à la poursuite des échanges. Sans doute, une reformulation du thème serait appropriée pour être plus adaptée aux évolutions sociétales actuelles, très structurantes pour l'avenir.

Sont évoqués pour lancer la réflexion sur ce point :

« Produire plus en travaillant mieux »

« Mieux-vivre en produisant et consommant davantage et de façon plus agréable »